

Initiatives ministérielles

Depuis le 1^{er} décembre, on aura perdu, c'est-à-dire le 1^{er} janvier de cette année jusqu'au 1^{er} janvier qui vient, on aura perdu quelque 130 emplois. Ça c'est dans l'usine de papier. Je ne compte pas les 135 emplois qui ont été perdus le 2 août dernier, à Donnacona encore, lorsque Domtar Planche Isolante a fermé ses portes.

Je ne parle pas des 500 employés d'IVI à Val-Bélair, la seule usine. Je ne parle pas de Bois Sylvex à Saint-Raymond, petite municipalité de 6 000 de population. Bois Sylvex, 225 employés. Saint-Raymond Paper, 250 emplois perdus. On n'en parle pas de ces gens-là. Ah bien non! La sécurité d'emploi, ils l'avaient, vous croyez eux autres? Non, ils ne l'avaient pas. Elle était reconnue dans la convention collective la sécurité d'emploi, en autant que la compagnie existe, mais la compagnie n'existe plus. Donc, leur sécurité d'emploi non plus. Et c'est de même dans mon propre comté et c'est de même partout au Canada. Ces gens-là n'ont pas été défendus en cette Chambre par l'opposition. Ce que l'opposition fait ici c'est qu'ils protègent leurs amis. Ceux qui se font du capital politique, c'est ça qu'ils font, c'est ça qu'ils font nos amis NPD et libéraux présentement. Ils se foutent carrément des gens de la base, des syndiqués de la base.

Moi je peux vous dire qu'à la Domtar à Donnacona, puis à IVI à Val-Bélair, puis partout dans mon comté, ces gens-là auraient accepté trois ans de gel de salaire pour préserver leurs emplois, trois ans qu'ils auraient acceptés comme ça sans problème. Ils n'ont pas été capables. Lorsqu'on a annoncé la fermeture de l'usine, ils ont accepté de réouvrir les conventions collectives. Tout était sur la table. L'usine fermait. Pourquoi? Parce qu'ils sont en compétition ces usines-là. Ça c'est une réalité que vit tout le monde à tous les jours dans ce pays-là. Je n'ai pas entendu cela dans cette Chambre aujourd'hui. Ah non. On défend des gens qui sont drôlement mieux organisés.

Le salaire moyen dans la Fonction publique c'est 33 500 \$ par année. Le salaire moyen au Canada c'est 27 400 \$. On demande à des gens qui gagnent en moyenne 27 400 \$ au Canada d'augmenter le salaire de ceux qui ont une sécurité d'emploi.

• (2110)

Je lis dans le journal d'aujourd'hui ce qu'on leur accorde. «Un montant forfaitaire de 500 \$ à quelque 35 000 fonctionnaires dont le salaire est inférieur à 27 000 \$.» Ceux qui sont dans l'entreprise privée et qui gagnent ça ne l'auront pas cette année, eux autres.

«Un emploi garanti aux fonctionnaires remerciés à la suite de sous-traitance ou de privatisation.» Dans l'entreprise privée, cela n'existe pas.

«La garantie d'une offre d'emploi raisonnable à tous les autres employés touchés par le réaménagement des effectifs, dans la mesure où ils seront mobiles et capables d'être recyclés.» Cela n'existe pas dans mon comté.

«Engagement à défrayer la totalité des frais dentaires et augmentation du plafond pour les services orthodontiques de 2 000 \$ à 2 500 \$.» Ils ne connaissent pas ça, les gens qui travaillent dans mon comté, à 15 000 \$, à 16 000 \$ et à 18 000 \$.

«Augmentation de la cotisation de l'employeur des primes d'assurance-invalidité de 75 à 85 p. cent.» Ils ne connaissent pas ça non plus. Quand tu n'as pas de *job*, ça ne fait pas partie de ta convention.

«Augmentation du nombre de garderies en milieu de travail de 10 à 15.»

«À compter du 1^{er} avril 1992, six semaines de congé annuel après 29 ans de services.» Moi, j'ai des gens qui sont en congé à vie, chez nous, présentement.

«Augmentation des primes de poste de 1 \$ à 1,10 \$ l'heure et des primes de fin de semaine qui passeront de 0,75 \$ à 1 \$ l'heure, ainsi que des primes de repas de 6 \$ à 7 \$.» Dans mon comté, j'ai des gens qui travaillent et qui n'ont pas de prime de repas. Il y a tout de même des limites.

L'opposition officielle dans cette Chambre, celle qui doit défendre les sans paroles va-t-elle, à un moment donné, le dire que ces gens ont un statut au-dessus de tous les autres statuts au Canada? Je ne suis pas le seul à le dire, un autre éditorial, aujourd'hui, *Les enfants gâtés du régime*. Ce que je trouve regrettable, c'est que le comportement de M. Bean a fait qu'il y a des éditorialistes qui sont obligés de dénoncer des fonctionnaires et des travailleurs qui font un maudit bon travail.

Je travaille avec les gens, à la base, depuis sept ans. Pas avec des représentants du syndicat, à Ottawa, qui se pètent les bretelles avec leur petite voiture et leur compte de dépenses et les salaires qu'eux autres n'ont même pas à la base. Je travaille avec des gens qui savent ce que veut dire être au service de la population. Ces gens-là, à la base, le savent, sauf monsieur Bean qui dit: «Si tu ne sors pas, on va s'occuper de te faire sortir.»

Une voix: C'est vrai.

M. Ferland: Et si tu ne sors pas, on va s'occuper de toi après, si on ne peut pas s'occuper de toi maintenant. Ce sont des menaces. Est-ce que c'est de la démocratie syndicale? Est-ce que c'est ce que défend le NPD et le Parti libéral? La violence sur les lignes de piquetage, est-ce que c'est ce que défend la loyale opposition à Sa Majesté?